



Entrevue avec l'honorable Susan Whelan, ministre de la Coopération internationale, et le professeur John Kirton de l'Université de Toronto

Ottawa (Canada)

Le 15 mai 2003

JK : Bonjour, je suis le professeur John Kirton, directeur du Groupe de recherche sur le G8 à l'Université de Toronto. Je serai l'instructeur principal du cours en ligne sur le G8. Nous sommes ravis de nous trouver aujourd'hui sur la Colline du Parlement, à Ottawa, en compagnie de l'honorable Susan Whelan, ministre fédérale de la Coopération internationale. Bienvenue, Madame la Ministre.

SW : Merci.

JK : Madame Whelan, en septembre 2002, la planète a assisté à la naissance d'un nouveau centre de gouvernance mondiale en matière de coopération internationale, et ce, en vertu de la première réunion autonome des ministres de la coopération internationale du G8, qui s'est tenue à Windsor, en Ontario. Vous avez agi à titre d'hôtesse de cette rencontre après en avoir été l'architecte. Pouvez-vous nous dire pourquoi vous avez ressenti le besoin d'instaurer cette tradition et pourquoi vous l'avez structurée comme vous l'avez fait?

SW : Tout d'abord, quand j'ai été nommée ministre en janvier 2002, un processus était en cours en vue de désigner le Canada comme pays hôte du sommet du G8. J'ai alors posé un certain nombre de questions, et j'ai eu l'occasion, dès mon entrée en fonction en tant que ministre, de rencontrer le représentant, ou plutôt le sherpa du G8, qui était nul autre que l'ambassadeur Bob Fowler. Nous avons discuté longuement de l'Afrique, de l'orientation que le premier ministre allait donner au G8, de la participation éventuelle du Canada à cet égard ainsi que de mon rôle dans le cadre de ce processus en qualité de ministre. Après cette première rencontre avec l'ambassadeur Fowler, j'ai décidé que nous devons convoquer les ministres du développement, à l'instar des ministres des finances, des ministres des affaires étrangères et d'autres ministres, afin de discuter des problèmes qui touchent le G8, de permettre au Canada de continuer à jouer son rôle et de permettre au premier ministre d'asseoir davantage son autorité relativement au dossier du G8, en plus de discuter des questions de développement touchant directement l'Afrique, mais aussi de divers autres aspects concernant le développement.

En organisant le sommet de cette façon à Windsor, j'ai misé sur le caractère international de cette région; ainsi, la contiguïté de Windsor et de Detroit, située de l'autre côté de la rivière aux États-Unis, montre à quel point nous sommes étroitement reliés même si nos pays sont très différents. De même, nous devons nous réunir et conjuguer nos efforts pour œuvrer dans les pays en développement de façon coordonnée et avec cohésion. Ce sommet m'a permis de donner suite à ce qui s'est passé au sommet du G8 à Kananaskis et de continuer à travailler sur les engagements que nous avons pris à Monterey avant le sommet du G8. Il m'a également donné l'occasion de rassembler les ministres du développement dans une nouvelle tribune où nous avons pu échanger nos points de vue, conjuguer nos efforts et discuter des engagements que nous avons pris au cours de l'année précédente, comme l'engagement ayant trait au nouveau financement qui a été adopté à Monterrey, ainsi que de la façon dont nous pouvons les mettre en œuvre de



façon plus coordonnée. Une autre question est la prise en charge par les pays : comment pouvons-nous, en tant que pays du G8, assumer un rôle de meneur en vue de faciliter la prise en charge par les pays et de permettre à ces pays de se diriger eux-mêmes?

Ce thème a engendré tout un débat à l'intérieur de la réunion. J'ai été ravie de constater l'intensité des travaux et notre capacité à nous entendre sur certains points clés, et plus particulièrement, comme je l'ai déjà mentionné, la prise en charge par les pays, les nouvelles ressources qui devraient être mises à leur disposition ainsi que les divers aspects du développement rural et la façon dont nous pourrions placer l'éducation à l'avant-scène. Les discussions ont été nombreuses et fructueuses.

D'importants progrès ont été réalisés depuis cette rencontre. Le Canada est allé de l'avant en annonçant l'octroi de fonds destinés à l'éducation dans le cadre d'une initiative intensive; d'autres pays ont adopté la même ligne de conduite. Nous avons pu conjuguer nos efforts lors de discussions portant sur l'agriculture et le développement rural. Le SMDS (Sommet Mondial pour le Développement Social) a constitué en quelque sorte un réchauffement en vue de cette réunion et il nous a permis de vraiment nous attaquer à certains enjeux fondamentaux.

Je suis très optimiste quant à la suite des événements. Mon homologue français a déjà accueilli les ministres du développement des pays du G8, et cette fois-ci, je crois que la préparation en vue du sommet est cruciale en vue de démontrer l'importance du développement à l'ordre du jour du G8 qui se tiendra à Évian. Par ailleurs, je suis heureuse d'avoir pu entamer un processus à Windsor dans la province de l'Ontario, au Canada, qui permettra à d'autres ministres du développement de s'assurer que le programme de développement constitue toujours une priorité à l'ordre du jour du G8. Nous devons également prendre un engagement à long terme, car le premier ministre du Canada s'est engagé à fond dans le dossier de l'Afrique. Nous ne pouvons nous permettre de n'y consacrer qu'un ou deux sommets. Il s'agit d'un enjeu à long terme, et c'est là la clé du problème : nous assurer que les efforts seront bel et bien déployés à long terme. Pour cela, il nous faut obtenir l'engagement des ministres du développement et nous assurer que la priorité est bien définie afin de pouvoir nous assurer que le programme de développement est inscrit en bonne et due forme à l'ordre du jour du G8; c'est ainsi que nous pourrions faire progresser les choses contrairement à ce qui est survenu par le passé.

JK : C'est rassurant de constater que le leadership dont vous avez fait preuve à Windsor se perpétue dans le cadre de cette deuxième réunion des ministres du développement du G8 à Paris; j'irais même jusqu'à dire que les efforts déployés par le premier ministre à Kananaskis dans le dossier de l'Afrique se sont traduits par l'invitation qui a été lancée aux dirigeants africains à l'occasion du sommet d'Évian-les-Bains, où l'on se penchera sur la question de l'eau et d'autres grands enjeux prioritaires. Bien entendu, le monde entier se demandera, à la veille du prochain sommet du G8, si des progrès importants ont été réalisés depuis Kananaskis et depuis la réunion des ministres du développement tenue à Windsor. Je sais que le Canada s'efforce de jouer un rôle de meneur par le biais du Fonds canadien pour l'Afrique, de programmes ordinaires de l'ACDI et d'autres initiatives en matière d'éducation. De toutes les mises en œuvre que vous avez réalisées, laquelle vous procure le plus de fierté?



SW : En réalité, le Fonds canadien pour l'Afrique correspond à plusieurs initiatives annoncées lors du sommet du G8 par le premier ministre, lesquelles se chiffrent à environ 420 des 500 millions de dollars qui avaient été mis de côté à cet effet, mais cela n'était que le début du processus de mise en œuvre. Ce fonds nous permet d'aller de l'avant dans un certain nombre de contextes stratégiques, soit la santé, l'éducation, la gestion de l'eau, la gouvernance ainsi que les investissements. Autrement, j'ai pu prendre part simultanément à quelques initiatives stratégiques à l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, portant sur l'agriculture et le développement rural, ainsi qu'à des programmes visant le développement du secteur privé, afin de compléter l'initiative du G8. Nous avons également pu annoncer le renforcement de notre politique en matière d'efficacité de l'aide accordée, laquelle permet au Canada de donner une nouvelle orientation à ses programmes de développement et, en clair, de miser sur le processus du NEPAD et sur le Plan d'action du G8 pour l'Afrique en favorisant la prise en charge par les pays et les stratégies de pays, ainsi qu'en laissant ces pays diriger le processus, ce qui prouvera, d'après moi, que la qualité se révèle à l'usage, si l'on peut dire, à mesure que nous progresserons dans le programme de développement. Je suis également enchantée de voir que nous avons pu conjuguer nos efforts en tant que nations. Nous disposons de plusieurs groupes de travail efficaces dans le secteur de l'éducation et de la santé dans certains des pays africains où les donateurs s'assoient à la même table et discutent de divers enjeux tout en mettant leurs ressources et leurs fonds en commun de façon coordonnée et avec cohésion, ce qui définit plus clairement l'orientation adoptée par les pays, et ce, en collaborant avec les gens et les gouvernements en place ainsi qu'en laissant la démocratie s'installer. C'est pourquoi j'estime que plusieurs accomplissements ont été réalisés et qu'il en reste beaucoup d'autres à venir.

JK : Ainsi, nous sommes plutôt bien partis en cette première année, mais j'imagine que nous sommes tous conscients des objectifs de développement très ambitieux du Millénaire qui nous attendent. Vous revenez tout juste de Paris, où s'est tenue la deuxième rencontre du forum qui vous a permis de discuter avec vos collègues et de connaître leurs points de vue. Pour ce qui est de l'avenir, et plus particulièrement des objectifs de développement du millénaire, quels sont, d'après vous, les plus grands défis à relever pour le Canada, ou peut-être ceux à l'égard desquels le Canada peut vraiment avoir une incidence dans le monde?

SW : Le Canada a réussi à démontrer qu'il pouvait avoir un impact réel dans le monde, et ce, en vertu de l'engagement pris par le premier ministre à Kananaskis, où il a déclaré qu'il y aurait, dans notre budget, une augmentation de huit pour cent de l'aide accordée aux pays en développement. Cette mesure s'est concrétisée dans le budget de 2003, et 50 p. 100 de ces ressources seront consacrées à l'Afrique. Comment pouvons-nous parvenir à atteindre les objectifs du millénaire que le premier ministre a fixés à Monterrey et qui nous tiennent tant à cœur? En permettant à la moitié de la population d'avoir accès à de l'eau propre d'ici 2015, en réduisant la mortalité juvénile et en rendant l'éducation accessible à tous. Il s'agit là d'objectifs cruciaux pour le Canada, et nous déployons tous les efforts possibles pour accorder la priorité aux objectifs de développement du millénaire dans nos programmes et dans les résultats que nous essayons d'obtenir, et ce, en examinant les méthodes qui peuvent nous permettre d'y arriver de façon coordonnée. Nous avons donc relevé neuf pays prioritaires à l'ACDI, dont six se trouvent en Afrique, à savoir le Ghana, le Sénégal, le Mozambique, le Mali, la Tanzanie et l'Éthiopie. Ensuite, nous avons relevé trois pays à l'extérieur du continent africain, soit la Bolivie, le Honduras et le Bangladesh, en Asie, où nous essayons de mettre l'accent sur un certain nombre de secteurs dans lesquels nous pouvons mettre en place un processus géré par le pays, accroître les



ressources et améliorer l'efficacité ainsi que la gestion. C'est tout un défi pour nous que de progresser aussi rapidement que nous l'avons fait jusqu'à maintenant. Mais si vous jetez un coup d'œil à d'autres initiatives que nous avons réalisées en vue d'atteindre les objectifs de développement du millénaire, soit le déliement de notre aide et l'accès en franchise à compter du 1^{er} janvier accordé aux pays moins avancés ainsi qu'à la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, vous verrez que le Canada a fait d'énormes progrès. Les douze derniers mois ont été débordants d'activité en ce qui concerne le commerce, la politique étrangère, le développement ainsi que la défense. Nous tentons tous de travailler en étroite collaboration. Nous avons modifié globalement l'orientation et les priorités de notre façon de travailler en tant que gouvernement. Je rencontre régulièrement mes homologues de la Défense ainsi que des Affaires étrangères et du Commerce international, et nous veillons constamment à ce que notre ordre du jour soit cohésif et coordonné d'un point de vue canadien et à ce que nous répondions aux besoins des pays en développement. C'est ainsi que nous pourrions apporter de véritables changements. Les défis qui guettent le commerce international ont une incidence sur ce qui se produira dans les pays en développement. La façon dont nous mettrons en œuvre notre politique en matière d'agriculture et de développement rural est grandement influencée par la série de pourparlers de l'OMC (Organisation mondiale du commerce); c'est pourquoi nous devons régler un certain nombre de détails en collaboration. Il n'en demeure pas moins que je suis ravie de constater que nous sommes en passe d'atteindre les objectifs de développement du millénaire. L'établissement des cibles est chose faite et le Canada s'engage à les atteindre. La dernière annonce que nous avons reçue au sujet de l'immunisation démontre bien, une fois de plus, que le Canada fait tout en son possible pour gérer le taux de mortalité chez les enfants et réduire le taux de mortalité juvénile avant l'âge de cinq ans. Nous examinons attentivement le secteur de l'éducation dans le cadre de notre initiative intensive. En outre, nous avons ajouté le Honduras à la liste des pays concernés. Nous essayons toujours de voir comment nous pourrions atteindre ces objectifs en travaillant tous dans le même sens. Enfin, je crois que le Canada est sans aucun doute sur la bonne voie et que sa contribution a une incidence réelle dans le monde.

JK : Voilà un ensemble de défis tout à fait stimulants à l'âge de la mondialisation, à savoir tenter d'assurer de façon différente le développement en partenariat intégral et dans le respect de la démocratie. Je crois que nos amis du Commonwealth et de la Francophonie, l'ensemble des Canadiens ainsi que nos amis du G8 et d'ailleurs dans le monde vous remercient, Susan Whelan, de nous avoir conduits dans cette nouvelle ère et de nous avoir fait part de votre initiative visant à vous assurer que le G8 sera toujours présent et suivra attentivement l'exemple que vous avez donné à Windsor il y a à peine un an.

SW : Merci. Nous souhaitons pouvoir faire en sorte que cette initiative se poursuive et nous espérons que le processus du G8 se perpétuera et évoluera. Il est à souhaiter que le développement continue d'occuper une place de choix à l'ordre du jour de cette institution, que les objectifs de développement du millénaire soient atteints et que le Canada assume de façon incontestable son rôle de meneur au nom de tous les Canadiens.